



## **COMMUNIQUE du 1er JUILLET 2011**

### ***Destruction de l'Hôpital Public : maintenant çà suffit !***

Deux ans après le vote de la Loi HPST (Loi Bachelot), la situation dans les hôpitaux n'a jamais été aussi catastrophique.

Jamais il n'a manqué autant de moyens en médecins, en personnels, en lits, en laboratoire pour soigner les malades.

Pourtant, jamais une loi n'avait suscité une telle opposition des médecins et personnels hospitaliers.

On nous avait dit que :

- La tarification à l'activité récompenserait ceux qui auraient la meilleure activité.

Que les pôles permettraient « une meilleure allocation des ressources » voire une « gestion de proximité »

Que les ARS amélioreraient la coordination régionale des soins.

Or, aujourd'hui, la grande majorité des établissements hospitaliers, grands et petits, sont placés en situation de déficit, voire de faillite, imposant des plans de retour à l'équilibre destructeurs des services, des emplois, et des structures de soin.

Partout, on ne parle que de fermeture, de regroupement, de restructuration.

### **Ceux qui croyaient à un apport de la loi HPST, ont été dupés.**

Le SNMH FO s'oppose et s'opposera à la mise en œuvre de cette Loi qui est en cours.

Les réunions de « concertation », quand elles existent, n'ont pour objet que d'associer les médecins à la destruction de leur propre outil de travail. Cela se met en place sous prétexte : « qu'il n'est pas possible de faire autrement ».

### **Nous ne sommes pas dupes, nous n'acceptons pas !**

Comme le Professeur François NICOLI, de l'Hôpital de la Timone de Marseille, spécialiste du traitement des AVC en phase aiguë, qui réclame des moyens médicaux et humains pour faire fonctionner son service, le SNMH FO demande :

- le maintien des services et des laboratoires existants avec les moyens en personnel leur permettant de fonctionner.

-L'arrêt des regroupements et des restructurations, dont le seul but est de faire des économies au détriment de la proximité des soins et de leur qualité.

Lorsque les médecins résistent dans l'unité, il est possible d'empêcher l'application de mesures délétères issues de la Loi HPST.

C'est ainsi que les médecins et les personnels de l'Hôpital de Gonesse, avec leurs syndicats unis, ont empêché la fermeture brutale de l'unité de cardiologie interventionnelle et ouvert la possibilité de la maintenir durablement.

Certains services sont étranglés par l'absence de spécialistes, comme en radiologie, psychiatrie, gynéco-obstétrique, anesthésie réa ....

Pour permettre à ces services de continuer de fonctionner, il faut suspendre le numerus clausus et augmenter immédiatement le nombre d'internes de spécialité.

Contre la mise en recherche d'affectation de médecins au CNG, le SNMH FO exige que tous les médecins actuellement dans cette situation aient un poste dans leur discipline et correspondant à leurs vœux.

Dans son récent rapport d'activité, le CNG annonce qu'il y a eu 54 PH « *accompagnés en recherche d'activité* » et 57 Directeurs. Les chirurgiens représentent la moitié de ces PH.

Le SNMH FO dénonce l'organisation scandaleuse qui a présidé au récent concours de l'internat (ENC). Une épreuve a été annulée 2 fois et les candidats ont été re-convoqués une semaine après avec les conséquences que l'on peut imaginer.

Le SNMH FO rappelle et souligne que c'est maintenant le Centre National de Gestion qui organise le concours de l'internat comme ceux de Praticien Hospitalier. Il y a là un exemple supplémentaire de cette évolution catastrophique résultant de contre réformes qui ne montre que mépris pour les médecins et les étudiants en médecine.

**Les médecins hospitaliers veulent pouvoir soigner les malades !**

**Le SNMH FO est prêt à agir avec les médecins qui comme nous disent :  
ça suffit !!!**